

**Arrêté temporaire n° AT_T_2022_477
Portant réglementation de la circulation**

AVENUE DE TOURS (D751)

Maire d'Amboise Président de la Communauté de Communes du Val d'Amboise,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
VU l'arrêté municipal n°SG-2020-08-19-01 portant délégation de signature à Madame Jacqueline MOUSSET, 1ère adjointe,
VU la demande émise par Association OBJECTIF demeurant BP 153
18 rue des Ormes 37530 Nazelles-Négron représentée par Madame Audrey PAGE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,
CONSIDÉRANT que des travaux des travaux d'élagage rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 28/11/2022 au 11/12/2022 AVENUE DE TOURS (D751),

ARRÊTE

Article 1

À compter du 28/11/2022 et jusqu'au 11/12/2022, la circulation est alternée par feux AVENUE DE TOURS (D751).

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Association OBJECTIF.

Article 3

Maire d'Amboise Président de la Communauté de Communes du Val d'Amboise et Madame la Directrice Générale des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Amboise, le 08 novembre 2022
Pour le Maire,
Par délégation du Maire
1ère adjointe en charge de la voirie

Jacqueline MOUSSET (Loire)



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.